

M 04249 - 51 - F: 1,20€



Les élus du comité d'entreprise de **Fralib** nous expliquent les raisons de leur grève qui dure depuis le 8 mars. **REGARDS PAGE 2**



Le collectif **Pas de bébés à la consigne** se bat contre le décret Morano sur l'accueil de la petite enfance. **REPORTAGE PAGES 6 & 7**



Le groupe engagé **Ministère des affaires populaires** a achevé sa tournée le 10 avril. Interview de H.K. **CULTURE PAGE 9**

# TOU**T** est à nous!

15 AVRIL 2010 | N°51 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## RETRAITES NOTRE MOBILISATION SERA DÉCISIVE!



*Pour mettre en échec la contre-réforme libérale des retraites concoctée par Sarkozy et son gouvernement, un front unitaire de la gauche antilibérale est indispensable.*



C'est donc Eric Woerth, nouveau ministre du Travail, qui donnait lundi 12 avril le coup d'envoi de la contre-réforme libérale des retraites, lors d'une première réunion de «concertation» avec les «partenaires sociaux» reçus successivement rue de Grenelle.

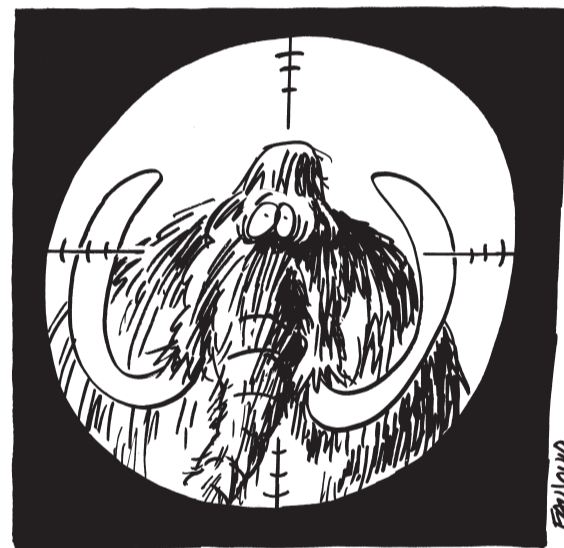
On nous dit qu'elle fut «tendue», les organisations syndicales refusant d'embler le calendrier proposé par le gouvernement. Il est vrai que le Medef et l'UMP piaffent d'impatience et aimeraient bien liquider, au plus tard pour septembre, un des acquis fondamentaux du mouvement ouvrier, misant sur la période des

vacances d'été et sur un mois de décalage de masse à l'occasion de la coupe du monde de football pour faire leur hold up. Sarkozy a l'intention de faire de la contre-réforme des retraites le point d'orgue de son quinquennat.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

## VIOLENCE À L'ÉCOLE L'ENFUMAGE

IL FAUT DÉSARMER LUC CHATEL!!!



Les états-généraux de la sécurité à l'école qui se sont tenus le 7 avril, ont accouché de mesures orientées sur la répression et le sécuritaire. Il ne faut pas s'en étonner de la part d'un gouvernement qui ne cesse de couper dans les effectifs d'enseignants. Au final, beaucoup de poudre aux yeux. **LIRE PAGE 4**

## KIRGHIZISTAN L'ÉTINCELLE

Depuis le 6 avril, la population du Kirghizistan s'est révoltée contre le pouvoir autoritaire, et a poussé le président Bakiev à prendre la fuite. Depuis, l'ex-ministre des affaires étrangères, Rosa Otounbaeva, assure l'intérim. Cette révolution, bien que manquant d'une force politique stable, est un modèle par son auto-gestion et le refus des manifestants d'être dirigés par les classes dominantes. Reste que les intérêts des puissances mondiales sont en contradiction avec ceux du peuple. **LIRE PAGE 8**

## MÉDIAS UNE CRITIQUE POLITIQUE?

Par ses récentes interventions plutôt contestables vis-à-vis du journalisme, Jean-Luc Mélenchon a néanmoins mis le doigt sur une nécessaire critique politique des médias. Les journalistes sont de plus en plus soumis aux pouvoirs politique et économique. Entre l'achat des organes de presse par les groupes financiers et industriels et la casse des services publics d'information, pour survivre, les journalistes sont contraints de privilégier l'audimat et les ventes au détriment de l'information. **LIRE PAGE 10**



édito

Par **Yvan Lemaitre**

## SOLIDAIRES... DES BANQUES

**L**es ministres des Finances des pays de la zone euro viennent d'adopter un plan dit de «solidarité» avec l'État grec. Le prêt assumé par l'ensemble des pays serait de 30 milliards d'euros à un taux – quand même – de 5%. Le FMI devrait ajouter 15 milliards. Soit 45 milliards d'euros sur les 53 dont l'État grec aurait besoin en 2010 pour «financer» sa dette, c'est-à-dire pour assurer le paiement des intérêts qu'il doit aux banques. Pour trouver ce qui lui manque, l'État lance de nouveaux emprunts... auprès des banques.

Les réticences des États européens et en particulier de l'Allemagne ont été vaincues par la menace de voir l'État grec ne plus être en mesure d'honorer sa dette et le risque d'une crise bancaire. La Bourse d'Athènes a chuté de plus de 3%. Près de 10 milliards d'euros auraient été retirés des banques du pays en janvier et février. Il y avait donc urgence à – selon la langue de bois libérale – rassurer les marchés.

L'Europe se porte garante que la dette sera honorée quoi qu'il arrive pour que les établissements financiers puissent encore spéculer en toute confiance en continuant de prêter à l'État grec à des taux de 7%. Le ministre socialiste des Finances s'est d'ailleurs empressé de déclarer que son pays mettrait tout en œuvre pour éviter de faire appel à «l'aide» des États européens en empruntant sur les marchés. Lui aussi veut rassurer ces derniers en témoignant de sa bonne volonté à faire payer l'addition aux travailleurs et aux classes populaires, aux pauvres.

Mais il apparaît de plus en plus évident que ce chiffon rouge de la dette que les classes dominantes et les politiciens à leur service agitent pour mieux piller et museler les classes populaires, n'est en rien une fatalité. Elle est le produit d'une politique de classe aux services des financiers et des spéculateurs. Et c'est bien avec cette politique qui livre l'argent public aux appétits des banques qu'il faut rompre en redonnant aux États la maîtrise de leur finance, en nationalisant les banques pour créer un service financier public sous le contrôle de la population.

## à noter

**15 AVRIL, NPA, FIRMINY.** Le NPA Loire organise une réunion publique à Firminy. RV à 19 heures, salle François-Mitterrand, rue Gambetta.

**17 AVRIL, JON ANZA, SAINT-JEAN-DE-LUZ.** Le collectif Jon Anza appelle à manifester pour réclamer la vérité sur la disparition de Jon Anza, militant de l'ETA mort mystérieusement. RV à 17 heures à Saint-Jean-de-Luz.

**17 AVRIL, SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES, PARIS.** Les organisations et associations signataires

exigent : la reconnaissance du statut de prisonnier politique, le rapprochement immédiat et inconditionnel de tous les prisonniers détenus loin de leurs proches, l'abolition du statut de détenus particulièrement signalés (DPS) et des quartiers d'isolement pour tous, la fin des longues peines pour tous. Elles appellent à un rassemblement devant l'administration pénitentiaire : RV à 14 heures, à l'angle de la rue du Renard et de la rue de la Verrerie (Paris 4<sup>e</sup>). Une soirée de solidarité est également organisée au CICP avec la participation de Francis Jacob, Gabi Mousesca, Jacques Gaillot, et une animation

musicale. RV à partir de 18 heures, 21<sup>er</sup> rue Voltaire (Paris 11<sup>e</sup>).

**20 AVRIL, SOUTIEN AUX SALARIÉS LICENCIÉS, TARBES.** Le collectif de soutien aux trois salariés licenciés de Leclerc appelle à un rassemblement devant le conseil de prud'hommes de Tarbes. RV de 12 à 14 heures, rue Ténat. Infos sur <http://licenciésdumeridien-infos.blogspot.com>

**19 JUIN, PAS DE ZÉRO DE CONDUITE, COLLOQUE, PARIS.** Le collectif «Pas de zéro de conduite pour les enfants de trois ans» organise son 3<sup>e</sup> colloque

scientifique et de société : «Les enfants au carré ? Une prévention qui tourne pas rond !» Prévention et éducation plutôt que prédiction et conditionnement. RV au Palais de la Mutualité. Infos et inscription sur le site : [www.pasde0deconduite.org](http://www.pasde0deconduite.org)

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## regards



Les élus du comité d'entreprise (DR)

Propos recueillis par Marie Orengo et Frédéric Plicque

## THÉ FRALIB LES BON COMPTES FONT LES GRÉVISTES

Depuis le 8 mars, 80% des salariés de l'usine Fralib (Thé Lipton et Éléphant – filiale d'Unilever) à Gémenos, près de Marseille, sont en grève pour 200 euros d'augmentation. Deux élus du comité d'entreprise, Dominique et Olivier, font le point sur leur mouvement après cinq semaines.

**P**

### Pourquoi êtes-vous en grève ?

Les salariés de Fralib se sont mis en grève à la suite des négociations annuelles obligatoires (NAO) de 2010. Depuis deux ans, la dégradation générale des conditions de travail était palpable au quotidien : chronométrage, rétrogradation des opérateurs en mécaniciens, surcharge de travail, problèmes psychologiques... La direction nous a proposé 0,8% d'augmentation et le changement de statut de notre mutuelle. C'était inacceptable, d'autant plus qu'entre 2007 et 2008 Unilever a versé plus d'un milliard d'euros de dividendes à ses actionnaires.

Le 8 mars, les salariés réunis en AG ont voté la grève reconductible pour 200 euros d'augmentation. Après trois jours de grève, la direction a proposé 16 euros et l'embauche de trois opérateurs pour pallier les surcharges de travail.

### Pourquoi ne pas avoir accepté ces offres ?

Nous avons étudié l'évolution depuis vingt ans de la grille des salaires, des effectifs et de la productivité par salarié. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le salaire brut d'un opérateur est de 1 515 euros, 3,5% au-dessus du salaire minimum de l'entreprise. Il y a vingt ans, il était supérieur de 46%. Aujourd'hui le salaire brut minimum est de 1 464 euros, il est attribué à des postes qui étaient à 31% au-dessus du salaire minimum en 1989.

En 1989, nous étions 286 salariés répartis sur deux sites. Aujourd'hui, il n'y a plus que le site de Gémenos où nous sommes 185. Ils font donc l'économie du coût d'un site et de 101 salariés pour une production égale d'environ un milliard de sachets de thé ou d'infusion par an.

La production annuelle de boîtes de 25 sachets par employé est passée de 221 000 à 331 000 boîtes. En vingt ans la productivité par salarié a augmenté de 50% alors que nos salaires ont diminué.

Enfin, nous avons appris que le salaire annuel du PDG du groupe Unilever était de 4,7 millions d'euros en 2008 (395 000 euros par mois), soit 273 fois le Smic. Alors, leurs discours sur les problèmes de coûts, on ne veut plus les entendre.

### Quelle incidence aurait une augmentation de 200 euros ?

Si on appliquait cette augmentation, le coût salarial d'une boîte de thé (vendue dans le commerce entre 1,65 et 2,60 euros) passerait de 17 à 18 centimes. Les agriculteurs qui font pousser le thé en début de chaîne sont aussi exploités mais les actionnaires se gavent.

### Comment se passe la grève ?

Jusqu'à la troisième semaine de grève, une AG votait chaque jour la reconduction. Ensuite, nous sommes passés en grève illimitée et pour reprendre le travail, il faudra s'asseoir à la table de négociations et signer des accords de fin de conflit. Nous n'occupons pas l'usine, ce qui permet à chaque salarié de choisir de continuer la grève ou pas. Pour l'instant personne n'a repris. Le directeur a tenté de fermer l'usine et a renvoyé les non-grévistes chez eux. Il y a deux semaines, il a frappé une salariée. Il n'y a eu aucune suite à la plainte déposée, par contre aujourd'hui il est arrivé avec des gardes du corps. L'accumulation de tous ces mépris est insupportable.

### Quelles actions menez-vous pour populariser votre lutte ?

Nous avons eu de nombreux soutiens politiques, notamment du NPA et du PCF. De nombreux médias ont couvert nos actions. Nous rencontrons tous les élus pour qu'ils fassent pression sur le gouvernement afin qu'il exige l'ouverture de négociations.

Le 2 avril, nous avons organisé une journée de solidarité dans l'usine à laquelle ont participé des centaines de personnes ainsi que des délégations d'autres usines Unilever. Depuis une semaine, nous nous rendons dans les hypermarchés et nous vidons les rayons de tous les produits Unilever. Nous entamons la sixième semaine de grève avec 80% de grévistes et on ne faiblit pas. Nous faisons tout pour poser le principe du partage des richesses avec calculs à l'appui. Nous sommes déterminés à faire aboutir nos revendications légitimes.





# THAÏLANDE SANGLANTE RÉPRESSION CONTRE LES CHEMISES ROUGES

Le pouvoir thaïlandais a noyé dans le sang la manifestation des chemises rouges pour la démocratie (21 morts, plus de 860 blessés). La Thaïlande vit un moment critique dans la lutte pour la justice sociale et la démocratie.

**L**e gouvernement d'Abhisit Vejjajiva vient de révéler sa véritable nature. Les deux séances de négociations avec les représentants des chemises rouges ont tourné court. Sous la pression de sa base électorale conservatrice, Abhisit refuse toujours de dissoudre l'Assemblée et de soumettre son parti, le Parti démocrate, au verdict des urnes. Pariant sur le délitement des manifestations des chemises rouges, le gouvernement et les élites qui le soutiennent ont dû déchanter. Depuis un mois, plusieurs dizaines de milliers de manifestants continuent de réclamer plus de justice et la démocratie. L'état d'urgence a été déclaré à Bangkok et dans les provinces avoisinantes. Pour «stopper la diffusion d'informations déformées», le gouvernement a fermé la chaîne de télévision PTV, très populaire parmi les chemises rouges, ainsi qu'une trentaine de sites Internet indépendants. Il n'a fait qu'attiser la colère des manifestants qui ont pris d'assaut le siège de Thaicom afin de rétablir le signal d'émission. Les mandats d'arrêt contre les principaux dirigeants des chemises rouges n'ont pas empêché les manifestants de braver les interdictions de rassemblement et de manifestations. Ils étaient plusieurs dizaines de milliers les 9 et 10 avril dans les rues de Bangkok. C'en était trop pour le gouvernement, les militaires et les élites bureaucratiques qui refusent de lâcher une miette du pouvoir qu'ils accaparent depuis plusieurs décennies. Samedi 11 avril, les militaires ont féroce réprimé les manifestants désarmés, tirant dans certains cas à balles réelles selon de nombreux observateurs, faisant plus de 20 morts et 800 blessés, la plupart parmi les chemises

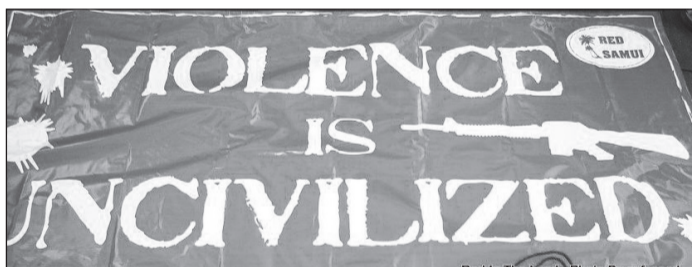
rouges. Ce bilan est le pire qu'ait connu la Thaïlande depuis le coup d'État de 1992. Abhisit a présenté ses condoléances mais a justifié la répression et couvert les militaires. Malgré les moyens déployés, l'armée n'a pas été en mesure de faire reculer les manifestants et a dû se replier. L'avenir est très incertain, l'armée est divisée, de nombreux soldats éprouvant de la sympathie pour les chemises rouges. Cela conduit les cadres de l'armée à organiser une chasse aux sorcières contre les soldats «pastèques», verts à l'extérieur comme leurs uniformes mais rouges à l'intérieur. De nouvelles tentatives de répression pourraient conduire à des émeutes d'une toute autre ampleur et aux conséquences imprévisibles. Les jours d'Abhisit comme Premier ministre pourraient être comptés si l'armée et les élites bureaucratiques qui l'ont mis en place trouvent une solution de remplacement. Un nouveau coup d'État militaire n'est pas à écarter. Reste l'inconnue majeure de la réaction du Palais. Le roi, malade, n'est plus en mesure d'intervenir comme par le passé pour tenter d'étouffer les protestations. Les membres de sa famille sont en proie à des luttes intestines pour la succession. Chaque prétendant a noué des alliances avec des fractions de l'armée et de la police, ce qui explique



Bangkok, 6 avril 2010, l'armée en embuscade. Elle a ouvert le feu sur les manifestants, avec des balles réelles, le 11 avril. (DR)



Bangkok, 4 avril 2010, manifestation des chemises rouges. (DR)



en partie les indécisions du gouvernement depuis un mois. Les chemises rouges réclament le rétablissement de la démocratie. Cela passe par la démission immédiate d'Abhisit qui a du sang sur les mains et la convocation de nouvelles élections législatives. Le NPA est aux côtés de tous les tra-

vailleurs, paysans et pauvres de Thaïlande et soutient leur combat légitime pour la justice sociale et la démocratie.

**Danielle Sabai et Jean Sanuk**

# RETRAITES

SUITE DE LA PAGE 1

Sa réélection s'avérant chaque jour un peu plus incertaine, ses jours à l'Élysée sont désormais comptés et il lui reste peu de temps pour mettre en œuvre une politique antisociale de «sortie de crise». Seule sa capacité à mener à bien le dossier des retraites pourrait rehausser son image au sein d'une majorité lassée par les échecs répétés du gouvernement (travailler plus pour gagner plus, vaccins contre la grippe A H1N1, taxe carbone, bouclier fiscal...). Mais Sarkozy et son gouvernement, qui viennent d'essayer une cuisante raclée aux élections régionales, ne disposent pas d'une légitimité suffisante pour prétendre s'attaquer seuls à notre système de retraite. Celui-ci constitue, au-delà des conjonctures économiques, un bien commun à tous les salariés fondé sur la solidarité entre générations. Pour parvenir à ses fins, le pouvoir devra compter sur le ralliement d'une partie de la gauche libérale, notamment du Parti socialiste qui multiplie les discours contradictoires : Martine Aubry déclarait en janvier accepter le principe du départ à 61 voire 62 ans, pour être contredite quelques jours plus tard par Henri Emmanuelli qui voit là «un très mauvais signal, un très mauvais symbole». Benoît Hamon, porte-parole du PS, récent signataire de l'appel Attac Copernic, s'est vu désavoué par sa direction nationale dimanche 11 avril. Les déclarations du front unitaire des organisations syndicales – pourtant indispensable au lancement de la mobilisation – cachent mal la fragilité de cette unité et des orientations contradictoires présentes au sein de l'intersyndicale. Il faudra tôt ou tard que chacun exprime sa stratégie et ses exigences revendicatives face aux propositions gouvernementales et à la montée en puissance de la campagne médiatique libérale. C'est à un véritable travail de pédagogie populaire que les antilibéraux, les anticapitalistes et les équipes militantes de la gauche syndicale doivent se livrer sans tarder. Comme en 2005, lors du référendum sur le projet de Traité constitutionnel européen, nous ne devons pas craindre la confrontation avec les prétendus experts et les vrais gougnafriers qui vont polluer le débat !

Oui, nous mènerons de front la bataille d'idées avec une défense intransigeante des principales revendications que sont : le départ à 60 ans à taux plein, le retour aux 37,5 annuités de cotisation que nous a volées Balladur, un taux de remplacement d'un minimum de 75% du salaire, et pas de pension inférieure à 1500 euros net par mois ! L'appel de la fondation Copernic et d'Attac signé par 400 personnalités : chercheurs, enseignants, économistes, philosophes, écrivains, militant-e-s politiques, associatifs, syndicalistes constitue une base solide pour créer partout des structures de mobilisation unitaires. Le NPA s'active d'ores et déjà à la mise en place de ces collectifs partout où il est présent. Il mettra également toutes ses forces pour faire du 1<sup>er</sup> Mai une journée de manifestations massives contre Sarkozy et son gouvernement, contre le racisme pour la régularisation des sans-papiers et pour la défense de nos retraites.

Non, nous ne battons pas en retraite !

**Alain Pajolat**

## « POUSSEUR DU MÉTRO » EXPLOITATION SÉCURITAIRE D'UN NOUVEAU DRAME

**L**e 2 avril, à la station Gare-de-Lyon, un jeune homme a violemment projeté contre une rame de RER un voyageur qui est décédé peu après. Ce «pousseur du métro» a été arrêté quelques heures plus tard. Sa mère a révélé qu'il souffrait de «troubles psychiatriques lourds [...] détectés en août 2005, qu'il avait fait plusieurs séjours en hôpital psychiatrique, dont certains de plusieurs mois», et qu'il avait interrompu son traitement depuis janvier. Elle s'est plainte d'avoir sans succès «tiré la sonnette d'alarme» tant auprès des services de soins que de la police sans avoir été écoutée. Sans se prononcer en l'absence d'éléments précis sur cette situation, rappelons que les professionnels de la psychiatrie tirent eux aussi la sonnette d'alarme sur l'insuffisance dramatique de moyens dont souffre la psychiatrie publique. La première conséquence est l'affaiblissement (faute de personnels) des politiques de prévention et de suivi des patients dans la durée : fermetures ou regroupement des centres médico-psychologiques (CMP) publics et gratuits, dans les quartiers.

Ils ne cessent de protester aussi contre la saturation permanente (faute de places) des services de psychiatrie qui contraignent souvent à des sorties précipitées de l'hôpital, avec un suivi des soins tout à fait insuffisant. Ce n'est pourtant pas dans l'amélioration des politiques de soins, mais dans l'aggravation des politiques sécuritaires et répressives que le pouvoir cherche des réponses. L'émotion soulevée par ce nouveau drame est l'occasion d'une campagne médiatique et politique supplémentaire sur la dangerosité des «malades mentaux» et plus particulièrement des «schizophrènes» susceptibles de «passages à l'acte» imprévisibles. Alors qu'il n'y a pas plus de personnes commettant des actes criminels que dans le reste de la population, la peur du «malade mental» est utilisée pour justifier le durcissement de la législation sur la psychiatrie actuellement en préparation. Un texte sur l'hospitalisation psychiatrique va être débattu en conseil des ministres et au Parlement. L'ordre public y est prioritaire

sur le soin, en particulier à travers deux mesures : l'instauration d'une «garde à vue» psychiatrique de 72 heures lors de l'admission de tout patient hospitalisé sans son consentement ; la mise en place d'une rétention psychiatrique à domicile (avec bracelet de surveillance électronique). L'autorité administrative (le préfet) voit son rôle renforcé au détriment de celui des professionnels du soin. Après la loi sur la «rétention de sûreté» qui permet de prolonger indéfiniment l'enfermement d'une personne jugée dangereuse, une fois sa peine purgée, ce nouveau texte renforce la législation d'exception s'appliquant aux personnes atteintes de troubles psychiatriques, et les discriminations dont elles sont l'objet, quand il s'agirait au contraire de les réintégrer dans le droit commun s'appliquant à tout être humain.

**Jean-Claude Delavigne**



## VIOLENCE À L'ÉCOLE L'ENFUMAGE DE CHATEL

**ALORS** que les enseignants, et en particulier ceux des lycées Chérioux à Vitry-sur-Seine et Apollinaire à Thiais (Val-de-Marne), tous deux concernés par des agressions en janvier et février, réclament plus de personnels formés, les annonces de Chatel ne sont que solutions sécuritaires, répression et poudre aux yeux. Solutions sécuritaires, avec la création de postes de « préfet des études » (comme chez les jésuites), se substituant au travail des conseillers d'éducation et des surveillants. Avec le renforcement des équipes mobiles de sécurité, de la vidéo-surveillance. Répression avec le placement des jeunes « violents » dans des « structures adaptées » dont on tait encore le nom... Un centre éducatif fermé? Un bagne à Oléron? Et avec la suppression des allocations familiales pour les parents « qui n'assureraient pas leurs responsabilités ».

Poudre aux yeux avec le « recrutement des équipes par les chefs d'établissement dans les collèges les plus difficiles ». Les profs qui accepteront d'y aller seront ceux qui n'auront pas le choix : des vacataires, des non-titulaires, des débutants, c'est-à-dire exactement la même situation qu'actuellement mais en plus précaire alors que toutes les études prouvent qu'il faudrait au contraire des équipes stables et cohérentes. Ou encore avec une formation des jeunes enseignants à la violence, alors que ce même gouvernement vient de supprimer la formation professionnelle des enseignants. L'enfumage autour du nouveau programme « clair » (collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite) pour les établissements jugés les plus difficiles, c'est-à-dire la création d'une nouvelle carte des difficultés, non plus basée comme les ZEP sur les difficultés sociales, mais sur la violence scolaire.

Face à cette mascarade, il faut affirmer que la violence est d'abord une violence sociale, qui attaque les enfants, les adolescents et leurs parents : mallogement, chômage des parents, difficultés sociales, précarité et horaires de travail incompatibles avec une vie familiale. Cette violence, qui s'exerce sur eux dès le plus jeune âge, les éduque à la violence. La répression n'est pas une solution. On ne peut pas faire fonctionner des établissements scolaires dans une terreur organisée, car l'échelle de la « violence » s'ajuste toujours à l'échelle de la répression. Plus celle-ci sera violente, plus elle formera des adolescents violents et résistants.

La stabilité des équipes (et donc la titularisation de l'ensemble des personnels) est un enjeu décisif qui suppose sans doute de trouver des avantages réels à travailler dans les établissements problématiques et une véritable réflexion pédagogique pour changer la donne. Beaucoup de bonnes solutions ont été proposées par les acteurs de terrain, élèves, enseignants, mouvements pédagogiques. Mais dans un contexte où l'objectif est de faire baisser le nombre de fonctionnaires, aucune n'a été retenue...

À tous les étages, l'école publique est en danger.

Véronique Decker



La FCO est une maladie qui touche les ovins, les caprins, les équins ainsi que les animaux sauvages. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

## FIÈVRE CATARRHALE OVINE PRIVATISATION DE LA SANTÉ ANIMALE ET UNIFORMISATION DES ÉLEVAGES

Des éleveurs bio passent devant le tribunal pour avoir refusé de vacciner leurs troupeaux contre la FCO, considérant les vaccins comme nuisibles.

**A** l'écart du tumulte provoqué par la gestion sanitaire scandaleuse de la grippe A, la fièvre catarrhale ovine (FCO) est un très bon exemple de ce qui se prépare en termes de prise en charge sanitaire de la santé animale et humaine. À l'heure où le sanitaire est coincé entre une volonté libérale de désengagement de l'État du service public de la santé et une stratégie délibérée d'utiliser la réglementation sanitaire pour gérer les échanges commerciaux en uniformisant le monde agricole et en favorisant les industries pharmaceutiques, les perdants sont comme toujours les éleveurs et les consommateurs. Le gouvernement a d'abord essayé de cloisonner des territoires pour ne pas remettre en cause les exportations françaises. Quand la méthode de l'autruche a échoué, il a décidé l'éradication de cette maladie par la vaccination obligatoire et la désinsectisation des élevages (contrairement

aux autres pays européens et à l'avis de l'Organisation internationale des épizooties). Mais ce but est impossible à atteindre. Non seulement la FCO est une maladie trop variable, mais c'est postuler que tous les élevages sont intensifs, qu'il n'y a plus d'animaux sauvages, et qu'enfin, il est possible de dépenser des millions d'euros (100 pour la dernière campagne) pour acheter ces vaccins. C'est passer outre l'évaluation de la dangerosité de ces vaccins, confiée aux industriels, c'est passer outre les modes d'élevage alternatifs qui préfèrent privilégier l'immunité naturelle (comme une bonne partie des agriculteurs biologiques) et la volonté des consommateurs de ne pas manger que de la viande industrielle polluée par les vaccins et autres médicaments. Et enfin, c'est passer outre la nécessité de réduire les traitements, et en particulier les désinsectisations, cause (entre autres) de l'effroyable mortalité des abeilles.

Cette gestion sanitaire est un cas d'école. Le gouvernement délaisse son rôle sanitaire, le confie aux industriels en leur achetant les produits qu'il juge nécessaire de faire utiliser pour tous les élevages. Il refuse donc de promouvoir d'autres méthodes de prophylaxie existantes, et oblige les éleveurs à vacciner. Ces contraintes sanitaires signent la fin des petits élevages et les obligent à s'engager dans un cercle vicieux médicamenteux, nuisible tant pour la santé des troupeaux que pour leur diversité. Face à ces aberrations, il existe un mouvement d'éleveurs qui exigent d'avoir le choix de vacciner ou pas. Après une vague de procès-verbaux, la répression pour non-vaccination contre la FCO passe à la vitesse supérieure : les « refuseurs » sont appelés à comparaître devant les tribunaux. Les collectifs pour la liberté vaccinale, la Confédération paysanne, la Fédération nationale d'agriculture biologique, Nature et

Progrès, le collectif des vétérinaires GIE zone verte, appellent à une mobilisation nationale pendant ces procès. Le NPA est solidaire des refuseurs et appelle tous les citoyens à se joindre à leur lutte.

**Commission agriculture**

La fièvre catarrhale ovine est une maladie des bovins, ovins, caprins, équins ainsi que des animaux sauvages. On la trouvait habituellement dans les régions chaudes, mais du fait du réchauffement climatique, elle peut désormais exister en Europe. Progressivement, par les échanges commerciaux, elle a « colonisé » une grande partie de l'Europe. Elle est caractérisée par des combinaisons de « versions de la maladie » différentes sur les territoires (plus de 24 sérotypes). Elle n'est ni transmissible à l'homme ni contagieuse, car elle se transmet par l'intermédiaire d'un moucheron.

## et aussi

**COMPARUTION DEVANT LE TRIBUNAL DE QUIMPER DE DEUX DÉFENSEURS DE L'HÔPITAL DE CARHAIX.** Ce ne sont pas des criminels qui comparaissent le 8 avril devant la justice, à Quimper, mais deux résistants qui ont tout simplement refusé d'accepter l'inacceptable. Sans leur combat militant, sans la saine révolte de la population de Carhaix, il n'y aurait plus aujourd'hui ni maternité ni chirurgie dans l'hôpital de leur ville. D'autant moins criminels que, dans son jugement du 25 juin 2008, le tribunal administratif de Rennes avait donné raison aux Carhaisiennes et aux Carhaisiens en ordonnant la réouverture des services fermés. Le ministère public a éprouvé bien des difficultés pour étayer une accusation fondée sur un dossier vide, qui ne tient pas debout, qui ne se base que sur des suppositions selon lesquelles lorsqu'on est présent à une manifestation où des pneus brûlent, on est susceptible d'avoir allumé le feu ! Les copains sont sortis de la salle du tribunal sous les applaudissements après que le juge a annoncé que le délibéré sera

rendu le 27 mai à 13h30. Malheureusement, les logiques exclusivement financières du capitalisme font que le combat n'est fini, ni à Carhaix, ni à Pont-l'Abbé, ni à Douarnenez, ni ailleurs. Ce sont tous nos services publics de proximité (santé, éducation, poste...) qui sont partout sacrifiés. Aujourd'hui, au soutien de résistants comme les deux citoyens en lutte qui comparaissent, demain auprès de tous ceux qui se lèvent contre les diktats de l'État sarkoziste, le NPA est prêt à pousser à nouveau la catapulte, symbole du combat victorieux de Carhaix et de sa population.

**GRÈVE RECONDUCTIBLE À FRANCE TRANSFO POUR 150 EUROS DE PLUS.** Depuis le 22 mars, les salariés des trois sites mosellans de France Transfo sont en grève à Ennery, Maizières-lès-Metz et Marange-Silvange à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO. Lors de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires, la direction a proposé une augmentation générale de 1,2% accompagnée

d'augmentations individuelles de 1,1% et d'une prime éventuelle liée au chiffre d'affaire atteint en fin d'année. Compte tenu des marges de l'entreprise et des efforts de productivité déjà demandés aux travailleurs les mois précédents, les syndicats ont considéré comme légitime une augmentation de 150 euros mensuels. Le faible niveau général des salaires dans l'entreprise a été masqué dans le passé par l'attribution régulière de primes liées aux résultats. Mais la crise est passée par là. La variante « prime », très aléatoire, dégrade maintenant considérablement le pouvoir d'achat, au point que certains salariés de l'entreprise sont également assujettis au RSA en complément de salaire pour faire vivre leur famille. La direction reste fermée à toute négociation, et tente de faire plier les salariés en utilisant le personnel intérimaire et le recours du tribunal pour tenter de mettre fin au blocage des portes. France Transfo et le groupe Schneider Electric peuvent payer, et ce ne sera pas très grave si les actionnaires touchent un peu moins de dividendes en fin d'année.



# Nos emplois, pas leurs profits!

**CONTINENTAL : LICENCIÉS ET RACKETTÉS ?** Nous étions encore près de 500 à Compiègne pour soutenir une nouvelle fois les Conti devant un tribunal. 250 salariés de Continental, des délégations de Total, Philips, Sodimatex, la fédération chimie CGT, Solidaires et des salariés de la région montraient, une fois de plus, que les Conti ne sont pas isolés. Il s'agissait cette fois de la présentation par la sous-préfecture de la note pour les prétendues dégradations d'avril 2009. S'appuyant sur les condamnations de principe du tribunal et de la cour d'appel d'Amiens, le Trésor réclame 12 000 euros de réparations, 40 000 euros étant pris en charge à ce jour par les assurances. Pas de facture, de vagues devis, des dégradations non mises au compte des six prévenus : le dossier est lamentable. Volonté d'apaisement? L'avocate des Conti refuse que les six soient condamnés alors que plus de 100 personnes étaient présentes à la sous-préfecture ce jour-là. Finalement, elle concède que 1 221,21 euros de dégradations sont réellement établis. Résultat : le 2 juin

2010. En espérant que les assurances ne se retourneront pas contre les salariés dans quelques mois.

**SODIMATEX : LE VOTE DU DÉSESPOIR ?** Quand vendredi 9 avril, les salariés de Sodimatex ont de nouveau envisagé de durcir leur action, Estrosi, ministre du développement du chômage, s'est fâché et a décidé de retirer la participation de l'État des négociations. En même temps, la direction du groupe osait affirmer que les pertes du groupe Trèves en France menaçaient l'ensemble du groupe. Et pourtant il a bien empoché les 55 millions d'euros fournis par les fonds publics du Fonds de modernisation des équipementiers automobiles. Voilà qui aurait dû donner une bonne raison à Estrosi de se mettre en colère. En tout cas, le groupe a accepté de reprendre les négociations pour augmenter de façon significative la prime exceptionnelle pour indemniser les 92 salariés privés d'emploi. Les salariés exigent 21 000 euros en plus des indemnités

légales. Mardi 13 avril, après des négociations secrètes, les salariés votent sur les dernières de la direction. Pas sûr que Estrosi ne repique pas une colère.

**LE RAPPORT DU COR EST ENCORE CHAUD : CHERCHER LES ERREURS!** Le 13 avril, les premières indiscretions issues du rapport du COR tendent à démontrer qu'il faudrait travailler jusqu'à 70 ans pour couvrir le besoin de financement des retraites qui attendraient 2 600 milliards d'euros en 2050 avec un taux de chômage à 4,5% de la population active et une augmentation de la productivité de 1,5%. 4,5%, c'est le taux de chômage que les gouvernements qualifient d'incompressible. Jusqu'où peuvent-ils presser les chômeurs? Au même moment le groupe Peugeot-Citroën annonce la fermeture du site de Melun-Senart et donc le licenciement de 400 salariés. Comment vont-ils faire pour travailler jusqu'à 70 ans et avoir leurs annuités? On vous le dit : il ne faut rien lâcher.

## FORD BORDEAUX LA LONGUE LUTTE POUR L'EMPLOI

*Les salariés de Ford Bordeaux (Gironde) ont réussi, grâce à deux années de mobilisation intense, à empêcher la fermeture de leur site et à maintenir jusqu'ici tous les emplois. Des camarades de la section CGT de l'usine font un bilan d'étape.*



Le 1<sup>er</sup> mai 2009 restera une date décisive pour les 1 620 salariés Ford du site de Bordeaux, celle de la reprise de leur usine par la holding allemande HZ, l'ancien PDG restant à la tête de la nouvelle société appelée First. Le repreneur s'est engagé à préserver tous les emplois du site. C'est le résultat d'une mobilisation de près de deux ans, de février 2007 à la manifestation du 20 décembre 2008, contre la fermeture du site. Après les interventions du gouvernement, des élus de la région, de la direction de Ford Europe, l'usine a été sauvée et tous les emplois sauvegardés. Au moment où l'ambiance est plutôt à la fermeture des sites et aux licenciements, nous voulons témoigner des raisons de ce succès encore fragile. Nous avons dû passer d'une phase de lutte contre la fermeture du site par une direction arrogante et méprisante à une phase de mobilisation pour la surveillance d'un pro-

cessus de désengagement et de reprise plein d'incertitudes. Avec le CE, nous avons bataillé pour la transparence et des garanties pour la totalité des emplois. Le tout sans mobilisation intersyndicale en appui, les autres syndicats subissant les pressions de la direction. Il fallait aussi faire vite pour ne pas donner de prétexte à un désengagement du repreneur. L'avis favorable au plan de reprise a été voté par la majorité du CE mais pas par la CGT. Après de longs débats et la distribution d'un quatre pages bien perçu par les salariés, nous avons montré qu'il était possible de résister, de défendre une politique industrielle et une intervention des pouvoirs publics pour l'emploi. La CGT Ford a été beaucoup critiquée par la direction (et les autres syndicats!) pour sa combativité : 36 actions en treize mois, 57 parutions de tracts ou de notre journal *Bonnes Nouvelles*, multiples interventions dans les médias. Nous avons été présents sur tous les fronts. Nous

n'avons pas opposé les actions des Ford et la participation à des actions extérieures (manifestations nationales du 29 janvier et 19 mars 2009, rassemblements de soutien aux luttes Labinal, 3A, Molex, New Fabris, Goodyear, Freescale, GM, Fonderies du Poitou). Pour nous, la défense de nos emplois passait par la défense des emplois de tous. D'autant plus que l'activité de notre usine concerne près de 10 000 emplois industriels. Malgré les retards dans les différents projets et la baisse de production pour Ford, 2009 s'est passé sans chômage partiel, sans suppression d'emplois, sans attaque majeure contre les conditions de travail. Notre détermination a obligé la direction et les pouvoirs publics à s'engager dans un processus de reprise. Mais rien n'est joué, nous devons maintenir la pression sur tous les terrains : formation, bataille pour un accord de substitution aux accords collectifs n'entérinant pas de multiples reculs, mise en

place d'un comité de suivi contrôlant la politique industrielle de Ford et HZ notamment pour empêcher les externalisations. Le soutien des structures locales et fédérales de la CGT n'est pas inconditionnel et le travail avec les autres syndicats de l'entreprise, difficile. Après deux ans de lutte, nous n'avons pas perdu mais nous n'avons pas encore gagné. Nous devons maintenir notre mobilisation y compris vers l'extérieur, créer des liens avec les autres entreprises en lutte, coordonner les actions, bref, tout ce que craignent les patrons. Aujourd'hui, notre situation reste très préoccupante. Les projets ne se concrétisent pas et la direction semble complètement perdue. Après avoir crié victoire, il y a un an, les pouvoirs publics (gouvernement, région) sont absents. L'ambiance dans l'usine est à l'inquiétude et à la résignation. Mais la mobilisation ne doit pas cesser malgré ces conditions difficiles.

**Correspondants**

## STMICRO LE REFUS DU MÉPRIS

*Chez STMicroelectronics, l'heure est aux revendications. Après les techniciens et les ingénieurs, ce sont les personnels de nettoyage qui font grève.*

**DEPUIS** mi-mars, trois grèves inattendues sur le site de STMicroelectronics à Grenoble (2 400 salariés), multinationale de la micro-électronique. Tout d'abord, 50 salariés (petit secteur industriel) ont fait une grève continue, exceptionnelle de trois semaines pour des augmentations générales et diverses revalorisations. Ils pensent avoir inutilement payé la crise. Même si la grève est plutôt un échec dans l'immédiat car la production est repartie, il leur reste la fierté d'avoir redressé la tête face au mépris du management et grâce à une solidarité inhabituelle manifestée par les autres salariés. L'absence d'un mouvement national, malgré les tentatives en ce sens sur les autres sites industriels, a pesé. Dans le même temps, sur ce même site, 350 ingénieurs débrayent une heure chaque jour car après une année 2009 sans augmentation, les salaires n'ont été que faiblement relevés en 2010. En outre, six mois plus tard, une partie seulement des salariés est augmentée, ce qui déclenche le conflit. Ils reprochent à la direction sa gestion financière et déshumanisée, la désorganisation du management et les menaces sur l'emploi dans un secteur où, en France, les entreprises ont « dégraissé ». À l'exception de la fermeture d'un site à Caen employant 120 personnes, STMicro qui a profité d'aides de la puissance publique, n'a pas eu besoin de licencier. Il faut ajouter à leurs griefs les réorganisations internes incessantes, les délocalisations, l'emploi de jeunes ingénieurs en sous-traitance, le haut management en Suisse et trois fusions récentes dans la téléphonie mobile. Pour les grévistes, les moyens financiers ne manquent pas et la participation de l'État au capital, les engagements même flous de créations d'emplois et les subventions constituent des points d'appui pour leurs revendications. Ainsi les salariés viennent de manifester auprès des collectivités publiques à Grenoble. Mais il n'a pas été possible d'étendre le mouvement au reste de l'entreprise sauf dans de petits sites où l'activité téléphonie mobile existe comme Le Mans, Sophia-Antipolis et Paris. Ce mouvement de débrayage quotidien d'ingénieurs est atypique. La direction joue le pourrissement. Mais nouvelle surprise, le jeudi 8 avril, le personnel de nettoyage (100 salariés en sous-traitance) de l'autre site industriel isérois (Crolles) s'est mis en grève avec déjà un certain succès.

**Correspondant**



Bordeaux, 20 décembre 2008. Cortège CGT des salariés de Ford Bordeaux. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MENO)

# PAS DE BÉBÉS À LA CONSIGNE

Le collectif «Pas de Bébé à la consigne» regroupe associations professionnelles et syndicats de la petite enfance, du secteur social et de l'Éducation nationale, associations de parents d'élèves et familiales. Depuis un an, il se mobilise contre le décret de Nadine Morano, secrétaire d'État à la Famille, sur l'accueil de la petite enfance.

**En 2008**, pour «augmenter l'offre d'accueil», la députée UMP Michèle Tabarot préconisait la baisse des coûts, la déqualification des professionnel-le-s et la déréglementation des normes d'encadrement. Dès décembre 2008, le gouvernement décidait d'augmenter le nombre d'enfants pouvant être accueillis par une assistante maternelle, passant de trois à quatre.

Cette décision confirmait la priorité accordée au développement d'un mode de garde individuel où les femmes sont les moins qualifiées (60 heures de formation avant l'accueil du premier enfant), isolées (au domicile, sans relations sociales professionnelles), dans une relation de gré à gré avec le parent employeur.

Au mois de janvier 2010, les sénateurs UMP ont poursuivi cette offensive avec un projet de loi créant des «maisons d'assistantes maternelles» permettant le regroupement dans un local de quatre assistantes maternelles, sans normes de fonctionnement ni accompagnement par des professionnel-le-s qualifiées. Les sénateurs veulent aussi réduire à 30 heures au lieu de 60 la formation initiale des assistantes maternelles!

En mai 2009, Nadine Morano, secrétaire d'État à la Famille, a lancé des jardins d'éveil pour les 2-3 ans, financés par les collectivités locales ou les entreprises gestionnaires, la CAF et les familles, avec des normes d'encadrement dégradées (une professionnelle pour douze enfants au lieu d'une pour huit actuellement).

Morano a renoncé à faire passer les normes d'encadrement dans les crèches d'une professionnelle pour cinq «enfants qui ne marchent pas» à une pour six et d'une professionnelle pour huit «enfants qui marchent» à une pour neuf. Actuellement, les crèches inscrivent 10% d'enfants en plus la capacité d'accueil: le décret prévoit de passer cette surcapacité à 20%. Et aussi d'augmenter à 60% (au lieu de 50%) le taux maximum de personnel le moins qualifié. Les jardins d'éveil sont inclus dans ce projet de décret sans aucune référence à une norme d'encadrement!

C'est l'annonce de ce nouveau décret qui a mis le feu aux poudres. Il changerait de fait les taux d'encadrement, alors que les conditions de travail des professionnel-le-s de la petite enfance sont déjà difficiles. Les normes d'encadrement existantes ne tiennent pas compte de l'amplitude horaire d'ouverture des structures, des congés et absences du personnel. À certains moments de la journée, une auxiliaire de puériculture (AP) peut se retrouver seule avec près de dix bébés ou quinze enfants de 2-3 ans. Ces normes ne tiennent pas compte non plus des évolutions professionnelles des métiers de la petite enfance (de ce qui leur est demandé!): nécessité d'assurer une relation individuelle avec le jeune enfant, accueil de l'enfant et de sa famille, travail d'équipe et réflexions sur les pratiques, etc.

## «MORANO, ON EST PAS DES ROBOTS»

Au sortir de la manifestation du 8 avril qui a réuni 10 000 professionnelles, entretiens avec Da Costa Pereira, auxiliaire de puériculture dans une crèche collective municipale et responsable syndicale pour la CGT Petite Enfance des services publics parisiens.



**Cette manifestation est encore un gros succès, équivalent à celle du 11 mars...**

Oui, c'est encore un succès par rapport aux professionnelles qui se sont mobilisées pour le retrait de ce décret. Aujourd'hui, les conditions d'accueil des jeunes enfants et leurs familles se dégradent dangereusement. La qualité dont, certains et certaines se targuent, n'est qu'une vitrine. Nous tendons déjà vers de la garderie. Alors si ce décret venait à passer, ce serait la mort de l'accueil de la petite enfance. Ce ne serait plus de l'accueil mais de la garderie au quotidien, et ça, les professionnelles n'en veulent pas. Parce qu'aujourd'hui, avec toutes les connaissances que l'on a sur le développement de l'enfant, sur le fait que la bienveillance est indispensable pour l'aider à grandir et à s'épanouir, ce décret modifie complètement les choses, et nous, nous refusons de travailler dans de telles conditions.

### Quel est le but du décret?

L'un de ses principes est d'augmenter la capacité d'accueil dans les établissements. Certains établissements pourraient accueillir jusqu'à 20% d'enfants en plus, dans les mêmes locaux, avec le même nombre de professionnelles. Ce n'est pas possible. Pour répondre aux besoins des enfants, les professionnelles doivent être en nombre suffisant, elles doivent être disponibles pour les accompagner, répondre à leurs besoins spécifiques et les individualiser au sein de la collectivité. Si les professionnelles sont en nombre réduit, ce ne sera plus possible. C'est pour ça que nous exigeons le retrait de ce décret.

### Le décret prévoit aussi de modifier les formations des personnels de la petite enfance?

Tout à fait. Il abaisse la qualification des professionnelles. Le décret qui existe aujourd'hui n'est déjà pas suffisant, en termes de nombre d'agents qualifiés, d'auxiliaires de puériculture ou d'éducateurs de jeunes enfants (EJE). Et demain avec ce nouveau décret, on passerait de 50% d'EJE et d'auxiliaires de puériculture auprès des enfants à 40%. C'est également un danger, parce qu'accueillir des enfants, cela demande une formation spécifique sur les connaissances du développement psychomoteur de l'enfant, et si nous n'avons pas ces connaissances-là, nous ne pouvons pas répondre à leurs besoins. C'est pour ça que la qualification est indispensable. Il y a d'autres professionnels dans les structures d'accueil: les puéricultrices, les infirmières, les médecins, les psychologues, les psychomotriciennes, qui aujourd'hui ne sont déjà pas en nombre suffisant, mais demain ce sera pire. Il y a également les agents indispensables au bon fonctionnement: les agents techniques de service qui confectionnent les repas des enfants, entretiennent le linge et les locaux. Ces collègues sont souvent en nombre réduit. Qu'en sera-t-il demain? Elles sont de plus en plus polyvalentes, on va leur demander, en

plus de leurs missions, de des enfants. Ce sont des c qui demain seront pires. V professionnelles de la petite c'est que nous avons le s prennent tout à fait pour pour le bien-être de leurs

### Vous envisagez de nouvelles

Au niveau du collectif, a dicales et les différentes a gée, c'est le retrait du déc daigné nous recevoir, la m d'autres actions, mais so ne peux pas vous le pré nérale, nous verrons ave place. Mais le mouvement bilisations très fortes, on Le collectif «Pas de bébé depuis le 11 mars 2009. sent ont pris chaque fois en ligne est toujours en c pensables que les actions est vraiment déterminés à retire simplement ce décr



# rtage

# À LA CONSIGNE!

**TS!»**

en avec Maria  
le de Paris et



(GP)



(PHOTO THÉQUE ROUGE / GP)

le pallier le manque d'effectifs auprès  
conditions de travail déjà mauvaises, et  
Voilà pourquoi la mobilisation des pro-  
enfance est forte. La bonne nouvelle,  
outien de nombreux parents. Ils com-  
quoi les professionnelles se mobilisent,  
enfants.

es actions?

avec l'ensemble des organisations syn-  
associations, la seule chose qui est exi-  
ret. Aujourd'hui, Mme Morano n'a pas  
mobilisation va continuer. Il va y avoir  
us quelle forme, à l'instant présent, je  
éciser. Nous avons une assemblée gé-  
c les collègues ce qu'on va mettre en  
t va continuer. Il y a déjà eu deux mo-  
ne peut pas abandonner à ce niveau.  
s à la consigne!» existe depuis un an,  
Toutes les actions menées jusqu'à pré-  
de plus en plus d'ampleur. La pétition  
ours. Pour que l'on gagne, il est indis-  
continuent, et elles continueront. On  
à ce que Mme Morano nous entende et  
et.



(PHOTO THÉQUE ROUGE / GP)

## « LES BÉBÉS NE SONT PAS DES SARDINES », LES SUITES...

À la suite de la mobilisation exceptionnelle du jeudi 8 avril et à la contre-offensive engagée par Nadine Morano (lettre aux directrices, interventions dans les médias), le collectif appelle à faire du mois de mai un mois de mobilisation générale: présence dans les matins du 1<sup>er</sup> mai, point presse devant l'Assemblée le 29 avril contre la loi sur les « maisons d'assistantes maternelles », actions, interpellation des élus, etc. La mobilisation aura deux points d'orgue: une journée de grève générale dans la petite enfance le jeudi 6 mai avec manifestations et assemblées générales partout en France et une manifestation à caractère national le samedi 29 mai rassemblant professionnel-le-s et parents. Une pétition est également en ligne à l'adresse du collectif: [www.pasdebebesalaconsigne.com](http://www.pasdebebesalaconsigne.com)

## LES PROPOSITIONS DU NPA

### Création d'un service public gratuit d'accueil des jeunes enfants,

financé nationalement, avec des professionnels qualifiés et reconnus, répondant à la demande des parents, sous des modes de garde diversifiés.

### Écoles de formation publiques et gratuites

créées par les régions en partenariat avec l'Éducation nationale, pour former les milliers de professionnels qualifiés nécessaires à la création des 400 000 places d'accueil manquantes.

L'accueil des jeunes enfants est un enjeu majeur de l'égalité entre femmes et hommes.





## MÉDITERRANÉE UNION MORIBONDE

*L'Union pour la Méditerranée ne représente que l'Europe marchande, au détriment des peuples.*

**LE 7 JUIN** s'ouvrira à Barcelone le deuxième sommet de l'Union pour la Méditerranée auquel sont invités les chefs d'État ou de gouvernement des 43 pays adhérents dont 27 de l'Union européenne (UE) et 16 du sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient. On se souvient des fastes élyséens les 13 et 14 juillet 2008 pour le lancement de cette «union». Elle devait, dans l'esprit du gouvernement français, rééquilibrer l'Europe en s'appuyant sur les relations anciennes (et coloniales) de la France, donner à son président la stature d'un «grand leader» international, favoriser les intérêts des grands groupes français qui voyaient se créer ainsi un «grand marché», un réservoir de main-d'œuvre à proximité, les possibilités de réguler l'immigration africaine, repoussant sur la rive Sud les frontières de la forteresse Europe.

Cette tentative de relance d'une «union» moribonde poursuit les mêmes objectifs que le processus de Barcelone dont elle est issue: rassembler l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée autour de l'économie de marché, le libre échange (sauf pour les produits agricoles de la rive Sud) et la libre circulation des capitaux (mais pas celle des êtres humains).

De plus, en mettant à son ordre du jour une relance du «processus de paix au Proche-Orient» et, à cette occasion, la signature d'un accord d'association économique entre l'UE et la Syrie, seul pays de la rive Sud de la Méditerranée à ne pas avoir conclu d'accord de ce type, ce sommet n'ouvre pas la voie à des initiatives condamnant Israël pour ses crimes et ses violations du droit international. Il cherche, tout au contraire, à avancer vers la normalisation des relations des pays arabes avec Israël, sur le dos du peuple palestinien.

Une certitude. De ce sommet, les peuples seront absents. Absents les combattants de la liberté contre les dictatures, absents les travailleurs en lutte d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, absents tous ces migrants africains, abandonnés dans le désert ou perdus en mer, expulsés ou parqués dans les camps des deux rives. Il faudra bien qu'un jour ils s'invitent. Le 3 juillet 2008, avant même la fondation du NPA, les militants de Marseille organisaient une manifestation à l'occasion des Med Business Days, réunissant les patrons de 39 pays, préparatoires aux discussions sur l'Union pour la Méditerranée. À cette occasion, ils lançaient l'idée d'une première rencontre des organisations politiques anticapitalistes des pays riverains ou proches de la Méditerranée afin de commencer à envisager des actions communes et renforcer la solidarité.

Reprise au niveau national, cette initiative est maintenant entrée en phase de réalisation.

C'est probablement au premier trimestre 2011 qu'elle aura lieu à Marseille. Elle pourrait se tenir autour de trois thèmes: la crise et ses conséquences, les résistances à la crise; militarisation, logiques de guerre et d'occupation, résistances et solidarité; l'Europe forteresse, la libre circulation des personnes.

**Alain Castan**

**KIRGHIZISTAN: L'ÉTINCELLE.** Le 7 avril à Bichkek, capitale du Kirghizistan, des manifestants ont affronté les forces de l'ordre et pris d'assaut le Parlement, s'emparant ainsi du pouvoir et forçant le Président Kourmanbek Bakiev à prendre la fuite et à se réfugier dans sa ville natale d'Osh. Des dizaines de personnes ont été tuées par les policiers et 1 000 autres ont été blessées. Depuis, c'est l'ex-ministre des affaires étrangères et représentante de l'opposition Rosa Otounbaïeva qui occupe le poste de chef du gouvernement. Des élections qu'elle promet démocratiques devraient avoir lieu d'ici six mois.

Au Kirghizistan, le pouvoir était critiqué depuis des mois pour ses dérives autoritaristes. La tension est montée d'un cran avec la fermeture de trois journaux d'opposition au mois de mars. Le 6 avril, des manifestants se sont emparés d'un bâtiment gouvernemental à Talas, au nord-ouest du pays, créant un précédent qui a ouvert la voie à la prise de pouvoir par la population dans la capitale.

Ces événements renvoient à la «révolution des tulipes» qui avait porté le président Bakiev au pouvoir en mars 2005. Celui-ci avait

## À COCHABAMBA, LA PAROLE AUX PEUPLES

*La Bolivie accueillera à Cochabamba, du 19 au 22 avril, la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère.*



Copenhague, 12 décembre. La manifestation «Reprenons le pouvoir» a réuni 100 000 personnes. (STÉPHANIE CLAVERIE)

**L**ors de la conférence de Copenhague de décembre 2009, la délégation de Bolivie a noué des liens avec les mouvements sociaux et a participé au forum alternatif et à la manifestation de Reclaim Power en reprenant le mot d'ordre «Changeons le système, pas le climat!» Le dernier jour de la conférence de l'ONU, le président bolivien Evo Morales s'est ouvertement opposé au texte concocté en comité restreint par les États-Unis, la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud. Il l'a contesté sur le fond comme étant en retrait des recommandations du GIEC<sup>1</sup>, sans aucun engagement contraignant et sans garantie de financement pour les pays les plus pauvres.

Le gouvernement bolivien a ensuite lancé un appel et une invitation à une conférence, à Cochabamba, adressés aux gouvernements, aux organisations onusiennes et institutions internationales, aux

scientifiques et à l'ensemble des mouvements sociaux. Le but est de travailler à un texte qui ferait état des points de consensus et des questions restant en débat. La conférence discutera d'un référendum mondial sur les objectifs de lutte contre le changement de climat et cherchera à pérenniser un réseau mondial.

La conférence de Cochabamba est l'occasion de créer un rapport de forces avant la nouvelle session de la conférence de l'ONU de décembre au Mexique. Ce sont les peuples indiens des Andes et de l'Amazonie qui, à cette étape, ont lié le plus étroitement la question climatique et la question sociale. La présence à Cochabamba des organisations paysannes de l'Altiplano, du Mouvement des sans-terre (MST) brésilien comme d'un nombre important de mouvements représentatifs des combats contre les compagnies pétrolières et les sociétés minières en Bolivie, au Pérou, en Équateur, sera une garantie du contenu anti-im-

périaliste de la conférence. C'est à Cochabamba qu'a eu lieu, en 2000, un très important mouvement social victorieux contre la privatisation de l'eau. La conférence se tiendra donc dans une ville symbole d'un vaste mouvement social et de la lutte anti-impérialiste.

À Cochabamba, le NPA défendra la nécessité d'un accord international sur le climat, contraignant les grands pays industrialisés à réduire d'au moins 40% leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. À partir d'un tel accord, les pays émergents pourront à leur tour s'engager dans des politiques de réduction massive de leurs émissions. Nous luttons également pour la création d'un fonds international d'aide aux pays victimes de la crise climatique abondé par les pays les plus riches, pour la taxation des profits des grandes multinationales, en premier lieu les plus polluantes, ainsi que la taxation des transactions financières.

Nous proposerons aux organi-

sations du mouvement social de travailler ensemble à la convergence des luttes écologiques, sociales et anti-impérialistes. Nous faisons l'analyse que le capitalisme est le grand responsable de la catastrophe écologique qui nous menace. Pour nous, les luttes pour la justice climatique doivent dessiner les alternatives au capitalisme et au productivisme, pour conduire vers un autre modèle de civilisation et à des révolutions profondes de nos modes de production et de consommation. Ce socialisme écologiste, cette nouvelle société, solidaire et capable de vivre en harmonie avec la nature, sont les sources d'un projet d'émancipation humaine pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

### Déclaration du NPA

1. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.



alors aussitôt adopté une politique défendant uniquement les intérêts de l'oligarchie et de sa famille. Les 6 et 7 avril, la population est descendue dans la rue pour protester, entre autres, contre la hausse des prix du logement et la privatisation de secteurs tels que l'eau et l'électricité. Ces revendications n'avaient pas pour but d'instaurer un nouveau régime démocratique, mais de faire entendre des exigences concrètes.

Deux éléments témoignent du caractère révolutionnaire de ce soulèvement: l'auto-organisation des manifestants et la création d'organes de pouvoir. Alors que la «révolution des tulipes» émanait de la classe dirigeante, ce n'est pas le cas ici, ou alors d'une manière détournée. Les leaders de l'opposition eux-mêmes ne s'attendaient pas à de tels débordements. À Talas, la population a élu son propre gouverneur régional. À Bichkek, des assemblées populaires – les kouroultai – assurent le maintien de l'ordre. La police a dû battre en retraite devant la colère des manifestants. Cependant, la révolution n'est pas acquise. Rosa Otounbaïeva représentait déjà l'élite politique kirghize pendant la période

soviétique. Sa principale tâche aujourd'hui est de rassurer la Russie, la Chine et les États-Unis, qui ont des intérêts dans le pays. À la suite du renversement du président Bakiev, les États-Unis ont interrompu leurs vols vers leur base militaire de Manas, point de passage obligé du ravitaillement de la Force internationale d'assistance et de sécurité (Fias) en route pour Kaboul. La Russie a envoyé un nouveau contingent sur sa propre base militaire, à Kant, non loin de Manas et de l'aéroport civil.

Malgré cela, la population a acquis une certaine expérience, et bien que le soulèvement ait manqué d'une vraie force politique, ce manque peut être compensé par l'apparition d'une véritable organisation et d'une structure. La population a démontré qu'elle n'avait plus confiance en la classe dirigeante. Dès lors, le nouveau gouvernement devrait sentir la pression venant d'en bas et faire des pas en avant. L'annulation de privatisations décidées par le président déchu Bakiev a déjà été annoncée.

**Matilde Dugauquier (LCR Belgique) et Ilya Boudraïtskis (Mouvement socialiste Vpered, Fédération de Russie)**

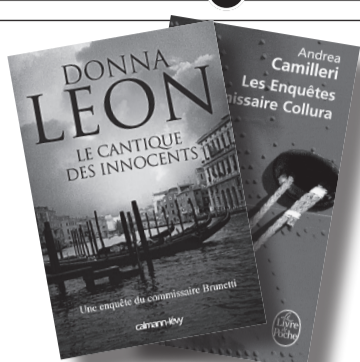




**DVD**  
**SIN NOMBRE/Cary Fukunaga**

Ce film n'a malheureusement pas eu l'écho mérité lors de sa sortie en salles. Pour un premier film, Cary Fukunaga nous plonge avec un talent très prometteur dans le cœur de l'Amérique latine des migrants et des gangs. Du rituel violent d'intronisation d'un enfant dans la mara (gang) à la jeune fille qui retrouve son père avant de migrer, le décor est vite planté dans un Honduras des favelas. Puis c'est la fuite pour l'un et l'espoir de la migration pour l'autre. L'action se déroule sur ce train qui se dirige vers un ailleurs que l'on souhaite meilleur tout le long du film, à travers la perspective des rails, un point de fuite où se concentre l'espoir des personnages. *Sin nombre* nous offre un triste voyage du Honduras au Rio Grande, frontière naturelle qui sépare l'espoir d'une certaine fatalité qui clôture ce film comme un couperet.

**Thibault Blondin**



**LIVRES**  
**Le cantique des innocents/Donna Leon/ CALMANN-LÉVY/20,90 EUROS et Les enquêtes du commissaire Collura/ Andrea Camilleri/LIVRE DE POCHE/5 EUROS**

Un polar sans mort? C'est un défi. Donna Leon, dans sa dix-septième chronique vénitienne, le tente et le réussit. Confronté à un trafic d'enfants, le commissaire Brunetti nous passionne de nouveau avec sa description de la société italienne et de son microcosme vénitien où, quai des Esclavons, un restaurant célèbre s'appelle Do Leoni. Le livre de Andrea Camilleri recueille des historiettes écrites pour un journal... Gentilles énigmes en hommage à Agatha Christie, où l'on ne s'ennuie pas, agrémenté d'un entretien avec l'auteur... Dommage que le lecteur français ignore toujours les remarquables bouquins de Camilleri dont les héros sont Caravage, Renoir ou Pirandello...

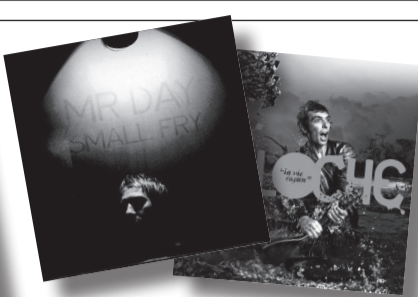
**Paul Louis Thirard**



**BD**  
**JOUR J, les Russes sur la lune!/Pécau, Duval, Buchet/DELACOURT/13,95 EUROS**

Et si la mission Apollo XIII avait échoué, si les Soviétiques et non les Américains avaient marché les premiers sur la lune? À partir de ce «et si», les auteurs de *Jour J* construisent une BD dans laquelle la concurrence entre les deux Grands, relancée par cette nouvelle victoire des Soviétiques, après le Spoutnik et Gagarine, débouche sur la construction de bases lunaires permanentes. Ils imaginent en même temps le développement d'un important mouvement pacifiste, sur terre, avec des conséquences inattendues chez les cosmonautes et astronautes... Ce volume est le prélude à une nouvelle série dans laquelle plusieurs «jours J» seront réécrits, et l'histoire changera au gré de dessinateurs différents. Une BD aux accents géopolitiques qui stimule l'imagination!

**Sylvain Pattieu**



**MUSIQUES**  
**SMALL FRY/Mr Day/ FAVOURITE et LA VIE CAJUN/Féloche/YA BASTA!**

Deux artistes et deux disques très différents sur la forme mais très proches dans la démarche. Mr Day et Féloche triturent en effet aujourd'hui les vieilles recettes stylistiques de l'Amérique marginale: la soul du sud pour le premier, la culture cajun pour le second. Mais ce qui les rapproche tient surtout dans leur ambition plutôt réussie de s'approprier sans singer ni abuser des reprises évidentes. Plutôt que de s'embarquer dans un copier-coller, souvent de bon aloi et généralement sympathique (surtout sur scène), chacun ose ses propres compositions (voire en français) sur fond d'hommage iconoclaste et de célébration vivante des vieux cultes sonores enfouis dans les mémoires collectives. On signalera qu'ils émergent dans de petites structures indépendantes: *Favourite*, petite boutique parisienne du groove, et *Ya basta!*, vénérable institution de la musique électronique internationaliste.

**King Martov**



**www.demosphere.eu**

L'activité militante est parfois compliquée à suivre quand les initiatives s'enchaînent, surtout en région parisienne. Démosphère peut alors devenir un outil indispensable. Conçu comme un agenda, il permet aux habitants de la région parisienne de se rencontrer, d'agir et de se réapproprier la politique. Indépendant de toute organisation ou parti, ce site, ouvert en 2007 et animé par deux personnes, est un espace ouvert et collaboratif qui centralise toutes les infos qui trop souvent s'éparpillent dans les différents espaces du web. Démosphère contribue ainsi à décloisonner les mouvements de contestation et à faire connaître les initiatives et les rendez-vous militants. Piochées parmi plus de 170 sources, les informations sont collectées puis diffusées via l'agenda. En bref, si vous ne savez plus le lieu ou l'heure d'une manif, le jour d'un rassemblement ou d'un débat, le site Démosphère peut vous être d'un recours salutaire!

**blog.exigences-citoyennes-retraites.net**

Nul ne l'ignore aujourd'hui, le gouvernement français s'apprête à engager une nouvelle réforme qui risque de porter un coup fatal au système de retraite par répartition. Un appel a donc été lancé par Attac et la Fondation Copernic. Incitant à engager une vaste mobilisation citoyenne via des réunions publiques et des collectifs locaux, cet appel est un premier point d'appui dans la bataille pour nos retraites. Donc, si vous ne l'avez pas encore signé, c'est le moment!

**MAP « LES BRONZÉS FONT DE LA RÉSISTANCE »**

Interview de H.K, du groupe Ministère des affaires populaires, à l'occasion de leur dernière tournée, qui s'est achevée à Lille le 10 avril.

**G**'est la fin de votre tournée, est-ce que votre public a changé? S'est-il radicalisé, est-il plus militant, plus engagé?

Notre public n'a pas changé, c'est toujours les mêmes, mais eux comme nous, sont perçus comme plus radicaux, plus durs, mais c'est la réalité qui est plus dure. Nous sommes pareils, nous défendons nos idées et nos convictions, mais aujourd'hui il faut les défendre avec plus de force car il est plus important de rappeler le chemin qui est le nôtre, parce que celui qui est pris par la société avec les gens qui nous gouvernent actuellement, nous estimons qu'il est dangereux. Il faut vraiment ouvrir les yeux face à cela, il faut se mobiliser, il faut que nous arrivions à être rassemblés, que nous soyons convergents et que nous arrivions à peser pour revenir sur le chemin qui est le nôtre.

**Vous parlez beaucoup de la Palestine dans votre concert, vous êtes allés jouer là-bas l'an dernier. Vous n'avez pas peur que cela vous ferme des portes, dans le contexte actuel en France?**

Quand on parle de Palestine, il y a un lobby pro-Israélien qui fait que tu peux parler de droits de l'homme pour tous les pays au monde sauf la Palestine. Cela pose problème et nous, quand nous en parlons, nous disons des choses très simples, du droit des libertés fondamentales, du droit à l'autodétermination des êtres humains et des peuples, du droit à l'indépendance. Nous nous fermons peut-être des portes, mais nous sommes sûrs d'être sur une ligne claire et droite, celle du droit international, des droits de l'homme et de la justice. Il ne faut pas transiger avec ses valeurs, avec ses convictions. Dès que tu va parler d'Israël, on va te taxer d'être raciste, tous cela c'est de l'escroquerie intellectuelle. C'est ce que nous disons, nous sommes droits dans nos valeurs et dans le chemin que nous prenons. Quand nous parlons de la Palestine, nous parlons de choses qui sont universelles.

**C'est quoi être un artiste engagé aujourd'hui? Est ce que vous imaginez faire de la musique sans parler de politique?**

Je dirais oui. Il n'y a pas de raison. J'ai aimé de grands artistes qui faisaient par moment de la politique et d'autre fois faisaient de belles chansons, tout simplement. L'art, la musique, la culture servent aussi à cela. Nous estimons être des artistes

engagés. Être un artiste engagé c'est ne pas être dans la norme. Le système où l'on vit c'est comme une grande autoroute dans laquelle on est tous embarqués, c'est une grande course où il faut arriver le premier. On est en compétition avec les autres. Nous, dans cette société-là, nous disons que l'artiste engagé, les hommes engagés en règle générale, sont ceux qui veulent passer ce grand mur et quitter cette grande route pour aller explorer des chemins un peu plus sinueux, un peu plus dangereux, un peu plus bordéliques, un peu plus humains. Beaucoup plus humains en fait, parce que cette histoire de la grande course, c'est la perte d'humanité la plus totale. Pour nous c'est cela être un artiste engagé.

**Qui sont les artistes engagés en France?**

Nous avons été nourris et nous avons grandi à l'époque du mouvement hip-hop qui arrivait en France avec ses grands groupes cultes qu'étaient IAM, NTM, Assassin. Il y avait Zebda qui faisait de la musique rock. C'était festif mais il y avait aussi un vrai propos citoyen, politique, et un vrai engagement.

**La suite pour vous? Un nouvel album? Vos projets personnels?**

Nous avons tourné pendant cinq ans sans nous arrêter, nous avons fait deux albums. Nous finissons cette tournée à Lille, à la maison, et après nous allons faire une pause et nous pourrions partir chacun dans nos projets. Saïdou a le projet ZEP, un projet solo. Et moi j'ai mon projet «HK et les saltimbanques». Nous voulons nous donner le temps et l'énergie pour bien faire les choses. Ce sont des projets auxquels nous croyons et auxquels nous avons envie de donner une chance. Nous nous donnons le temps de les développer et de pouvoir se retrouver par la suite. La vie est faite de chapitres, nous écrivons notre histoire au jour le jour. Il y a un premier chapitre de l'histoire de MAP qui s'achève et maintenant il y a le chapitre de nos projets solos. Et puis tout reste à faire.

**Propos recueillis par Louka Houlgatte Bustamante, Franck Houlgatte et Linda Sehili**



H.K du groupe MAP. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/ FRANCK HOULGATTE)





MÉDIAS

**MAUVAISE HUMEUR ANTI-JOURNALISTES OU CRITIQUE POLITIQUE DES MÉDIAS ?**

L'attitude récente de Jean-Luc Mélenchon à l'égard des journalistes nous donne l'occasion de revenir sur la (nécessaire) critique des médias.



**POUR UNE POLITIQUE OUVERTE DE L'IMMIGRATION**

ATTAC  
ÉDITIONS SYLLEPSE  
128 PAGES  
7 EUROS



**LE DERNIER** ouvrage réalisé par le groupe de travail « Migrations et mondialisation » du conseil scientifique d'Attac donne la parole à des acteurs de terrain investis dans la participation aux luttes de sans-papiers, et porteurs de propositions alternatives. Après une réflexion sur la définition et la réalité des migrations dans le monde et surtout en France, les auteurs rappellent ce qu'a été l'histoire des migrations et le rôle des migrants, ni fardeau ni marchandise, mais des humains qui agissent en tant que transformateurs des sociétés mondiales.

Le livre détaille ensuite les politiques successives de rejet et dénonce l'Europe forteresse et l'utilitarisme migratoire. Le rappel de l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme montre en quoi ces législations criminalisantes leur portent atteinte. Car la revendication de la liberté de circulation, qui semble si excessive à certains, y figure déjà en toutes lettres.

Viennent ensuite des questions « polémiques », telles que le danger économique que ferait peser l'immigration et la menace sur une supposée « identité nationale ». Questions fantasmées auxquelles les auteurs opposent le simple constat de la réalité. La conclusion affirme l'apport des migrations aux relations Nord/Sud, et s'ouvre sur une citoyenneté de résidence, autour de l'axe essentiel du droit de vote et d'éligibilité, envisagé ici très progressivement. En annexe figure l'interpellation d'Evo Morales à l'Union européenne sur la directive Retour, et un bref éclairage sur les luttes de sans-papiers. Un livre utile, qui permet de susciter une élaboration collective sur la question stratégique, sociale et politique de l'égalité des droits entre Français et immigrés.

Gisèle Felhendler

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)

Le président du PG s'est récemment fait remarquer dans les médias par deux prises de position qu'il n'est pas inutile de rappeler et de lier l'une à l'autre. La première tient dans une défense d'Éric Zemmour, qui avait justifié les contrôles aux faciès en affirmant que « la plupart des trafiquants sont noirs ou arabes ». Mélenchon a déclaré : « Je connais Zemmour. Il ferait mieux de dire qu'il a dit une bêtise. Ce type n'est pas un raciste. C'est un brillant intellectuel, mais comme tous les intellectuels, il est têtu comme une mule. » Un « brillant intellectuel » Zemmour? Sans juger de la qualité intellectuelle du polémiste (et de la fonction qu'il occupe dans le champ médiatique<sup>1</sup>), on doit rappeler que celui-ci est l'auteur d'un ouvrage ouvertement sexiste – intitulé *Le premier sexe* (sic) – dans lequel il en appelait à un retour à la division traditionnelle des rôles sexués et justifiait l'existence des discriminations de genre. Était-ce nécessaire et urgent, pour le porte-parole d'une organisation de gauche, de venir à sa rescousse et de légitimer ainsi le discours d'un idéologue réactionnaire ayant toute latitude pour se défendre lui-même dans ses multiples interventions médiatiques (France 2, *Le Figaro magazine*, RTL, France Ô, Histoire, etc.)?<sup>2</sup>

Le deuxième épisode l'a opposé à un étudiant en journalisme qui, lors de la campagne pour les élections régionales, l'interrogeait sur l'opportunité d'une « réouverture des maisons closes ». Refusant de répondre sur ce point, et laissant entendre que la prostitution n'est pas une question politique, Mélenchon assénait : « Ça n'intéresse personne, sinon vous et votre sale corporation voyeuriste et vendeuse de papier. [...] Avec moi vous parlez de choses sérieuses, vous parlez de politique et vos sujets de merde vous allez les faire avec des gens qui veulent répondre à la merde. C'est fini, tu fermes ta petite bouche, tu me parles de politique. Moi je te parle de médias et de ton métier pourri. [...] Je veux parler du titre du Parisien, petite cervelle, pas de la prostitution ! ». En mêlant une juste critique de l'imposition par les médias de l'agenda politique et une haine – en partie mise en scène<sup>3</sup> – des journalistes, Mélenchon traîne la critique des médias dans la boue de l'anti-journalisme primaire et oublie que nombreux sont les

journalistes à désespérer de la presse et de son inféodation aux pouvoirs économique et politique. Combien de journalistes, précarisés par des directions uniquement soucieuses d'audimat ou de chiffres de vente, sont en effet condamnés à reproduire sans cesse les mêmes sujets formatés ou à endosser les logiques faciles du « scoop »?

Au-delà, il faudrait mettre au premier plan – comme il arrive à Mélenchon de le faire – la question des facteurs qui expliquent l'état déplorable de la presse, son pluralisme anémié et son indépendance factice : l'appropriation de l'information par de grands groupes industriels et financiers, la soumission du secteur public au pouvoir d'État, la forte précarité dont les journalistes sont l'objet, l'urgence permanente dans laquelle ils travaillent, le pouvoir d'imposition des « éditocrates », la recherche par tous les moyens de la rentabilité immédiate, les conditions de formation des journalistes dans des écoles privées, etc. Les médias se satisfont d'ailleurs très bien d'une critique d'humeur, qu'ils ont beau jeu de ramener à un procédé de communication politique ou, pire, à un refus quelque peu totalitaire de la liberté d'information. Mais comment expliquer que tant de gens paraissent se satisfaire d'une telle critique et défendent une diatribe qui n'honore guère le président du PG? Outre la défense du statu quo par les grands médias (qui s'acharnent bien entendu sur Mélenchon depuis quelques jours, géné-

ralement sans lui donner les moyens de se défendre<sup>4</sup>), c'est surtout qu'aucune organisation de gauche – et le NPA pas plus que les autres – n'a pris au sérieux et à bras le corps cette question en élaborant et en propageant une critique politique des médias. Celle-ci ne peut en effet se réduire, comme chez Bayrou lors de la campagne présidentielle de 2007, à une muleta que l'on agite pour conquérir une popularité à peu de frais.

Le champ médiatique constitue un obstacle spécifique pour toute politique d'émancipation en réservant la parole aux élites politiques et économiques, en rendant les luttes sociales invisibles ou en les réduisant à quelques clichés<sup>5</sup>, en proposant une lecture systématiquement compassionnelle des oppressions et en présentant comme utopique tout projet de transformation radicale de la société. À nous, y compris dans les grands médias, de populariser une critique et des propositions anticapitalistes dont pourraient s'emparer les mouvements sociaux – et les salariés du secteur! – pour contester le pouvoir d'une minorité sur l'information et le débat public.

Léo Carvalho

1. [www.acrimed.org/article3340.html](http://www.acrimed.org/article3340.html)
2. Ndlr : lire aussi *Tout est à nous* ! n°50
3. Voir l'article « Mélenchon pas les torchons et les serviettes » sur [www.bakchich.info](http://www.bakchich.info)
4. [www.acrimed.org/article3342.html](http://www.acrimed.org/article3342.html)
5. Voir l'article « Médias et Guadeloupe : une vérité bien ordonnée » sur [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



**LE N°9 DE TOUT EST À NOUS!  
LA REVUE EST DISPONIBLE**

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur les quartiers populaires, une histoire du PSU et une tribune de Jean-Jacques Boislaroussie sur le bilan de ce parti, un article sur l'expérience du LPP au Pakistan, une interview d'Emory Douglas, « ministre de la Culture » du Black Panthers Party... et bien d'autres articles encore!

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous* !, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, en rappelant vos coordonnées bancaires et en indiquant que vous souhaitez que votre prélèvement inclut la revue.



# QUARTIERS POPULAIRES MARSEILLAIS PETIT BILAN ÉLECTORAL

**L**ans les quartiers populaires aussi, les résultats du NPA sont globalement décevants. Ils sont surtout en forte baisse par rapport aux élections européennes. Néanmoins, si ces scores ne sont pas bons, ils nous permettent d'analyser avec justesse les retombées électorales de notre intervention. Le constat est clair : à quelques rares exceptions, nos scores ont chuté dans les quartiers où nous ne sommes pas encore présents (largement inférieurs aux résultats des élections européennes). À l'inverse, dans la dizaine de quartiers où nous sommes implantés, les scores sont très honorables et même, pour beaucoup, en hausse par rapport aux européennes. Ce sont d'ailleurs les meilleurs scores que nous ayons obtenus dans la région. Pour exemple, à la Busserine, nos scores passent de 11,7% à 14,6%, à la Simiane de 8,9% à près de 15%, aux Flamants, ils passent de 6,9% à 9,4%... Plus remarquable encore, dans cinq ou six quartiers, nous sommes la deuxième force politique. Loin derrière le PS, mais devant l'UMP, les Verts, le Front de gauche et même le FN. Dans les quartiers où nous intervenons régulièrement, mais sans être réellement implantés, les scores se tassent, mais ne s'effondrent pas (à Arenc Bacchas, on passe de 11,4% à 6,1%, à Frais Vallon de 8,8% à 6,3%, à la Maurelle de 9,5% à 6,9%...). Enfin, dans les quartiers où nous ne sommes pas encore, nos scores s'effondrent (à la Marie, on passe de 8,3% à 4,4%, au Chatelier de 7,6% à 1,3%, aux Bourely de 7,6% à 3,7%, à la Viste de 8,7% à 3%...). On peut d'ores et déjà tirer le bilan que si la campagne médiatique n'a pas permis d'augmenter nos scores, voire les a fait

baisser, là où nous avons pu défendre notre programme, ils restent très positifs. Le constat est sévère, mais le message est clair, chiffres à l'appui, la seule preuve de notre présence dans les quartiers, c'est... notre présence dans les quartiers. Quelles sont les raisons de notre implantation dans certains quartiers populaires (QP) marseillais? Nous ne pouvons pas tirer de notre expérience une généralité ou la base d'un modèle militant de « conquête » de l'électorat populaire, mais nous pouvons à coup sûr remettre au goût du jour le militantisme de proximité pour ne pas dire de promiscuité. Nous nous sommes aperçus que l'électorat des QP est particulièrement méfiant à l'égard des politiques, mais au final nous y rencontrons beaucoup de gens d'une grande acuité d'analyse politique, même si cette analyse, aussi pertinente soit-elle, reste confinée au niveau de la sphère individuelle. Notre rôle dans beaucoup de ces rencontres a été d'initier l'amorce d'une réflexion collective. De toute façon, notre action politique sur ce terrain ne peut se faire que dans le soutien pratique et indéfectible de tous les foyers de lutte, que les revendications portent sur le logement, l'emploi, l'éducation ou la santé... Face au clientélisme qui tend à briser les chaînes de solidarité, nous n'avons eu de cesse de soutenir au maximum nos « relais » dans ces quartiers, et là où notre présence militante a pris corps, nous avons obtenu nos meilleurs résultats sans faire acte de prosélytisme. Tout n'est pas encore fixé mais nous pensons que la simple implication de nos militants dans ces quartiers fait sauter (progressivement) le verrou de la défiance et du repli communautaire. Au final il faut être présent sur le long terme

et faire en sorte de gagner la confiance de nos concitoyens des QP pour qu'au-delà de l'étiquette politique, ils nous reconnaissent comme étant des leurs. C'est déjà le cas mais, bizarrement, être encarté ou arriver avec des tracts politiques nous rend immédiatement « suspects » et « extérieurs » qui tend les relations de prime abord. Avec le temps, notre implication et notre soutien aux différentes luttes porte ses fruits parce que nos camarades de lutte finissent par admettre que nous ne sommes pas là pour récupérer leurs voix, mais vraiment parce que nous souhaitons que les choses changent dans ces quartiers et c'est souvent à ce moment précis que notre engagement anticapitaliste prend tout son relief dans l'esprit de nos « relais » et dans celui des gens qui vont « spontanément » voter pour nous. L'équation « capitalisme = oppression », donc « anticapitalisme = libération » devient plus facile à faire passer et, avec un travail de terrain continu, une conscience sociale et politique progressera dans les QP. Dans l'absolu il n'y a rien de nouveau sous le soleil et nous ne prétendons pas avoir inventé la poudre, mais notre intime conviction est que les QP doivent être politiquement labourés par notre présence. Nous avons tout à prouver et, comme toute relation basée sur le respect mutuel et la reconnaissance réciproque, le chantier qui s'ouvre devant nous est gigantesque, le travail harassant et parfois désespérant, mais au final passionnant. Il est le seul capable de lutter contre le travail de sape démocratique entrepris par le PS et l'UMP.

**Commission Quartiers populaires 13**

**ÉVRY : SOUTIEN AUX FAMILLES ROMS.** Depuis plusieurs années, des familles roms vivent en Essonne dans des bidonvilles. Régulièrement expulsées par la force et leurs maigres affaires souvent détruites, elles n'ont d'autres choix que de se réinstaller ailleurs en attendant une nouvelle expulsion. Bien qu'européennes, ces personnes sont quasiment sans droits. Mercredi 31 mars, à l'initiative de l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines (ASSEFRR), une manifestation de solidarité a été organisée pour dénoncer les conditions de vie de ces familles, demander l'arrêt des expulsions, le respect du droit à la scolarité des enfants et des mesures pour rendre les lieux de stationnement habitables. Le NPA d'Évry a mobilisé pour son succès.



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MALLO)

Près de 300 personnes ont marché jusqu'à la préfecture, en passant par le centre d'Évry. Le chef de cabinet du Préfet a reçu une délégation et s'est permis, dans un premier temps, de stigmatiser le porte-parole des Roms venu en quête de solutions pour la vie de sa communauté. On voit dans cette attitude le refus de prendre en compte la représentativité des Roms. La délégation a expliqué les obstacles et discriminations qu'ils rencontrent pour obtenir un travail et un logement. Elle a demandé des mesures d'accueil permettant de faire sortir les familles de leurs conditions de vie inadmissibles. La préfecture refuse d'organiser des lieux d'accueil et ne propose que des placements dans les hôtels. Elle voit défavorablement les expériences de villages d'insertion menées dans d'autres départements et justifie l'expulsion des Roms qui ne travaillent pas après une période de trois mois. Après avoir admis la réussite de la manifestation, le représentant du préfet a accepté la proposition d'un groupe de travail permanent. Nous n'avons obtenu que le droit de négociations au cas par cas avec des documents concernant la scolarisation des enfants, des preuves de recherche de travail, la couverture médicale et différents témoignages des associations afin que sur le plan local, la commune puisse négocier et prendre en compte leur situation. Les Roms ont exprimé leur volonté de continuer de se battre collectivement, leur moral et leur courage maintiennent l'espoir de parvenir, même à petits pas, à une avancée pour leurs vies.

## et aussi

**UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : DEUXIÈME RENDEZ-VOUS AU SOLEIL.** Quelques semaines avant son premier congrès, le NPA tiendra sa deuxième université d'été du 25 au 28 août. Durant ces quatre jours, le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle tentera de se dessiner sur le sable fin de Port-Leucate. Dans la continuité des textes fondateurs du NPA, l'enjeu sera d'élargir nos perspectives et nos propositions dans une société capitaliste en pleine crise, mais également de redessiner l'utopie nécessaire pour animer nos combats. Une quinzaine d'ateliers permettront, en partant notamment du triste bilan du siècle passé, d'approfondir et d'ébaucher les grandes lignes de la société que nous voulons construire. Comment organiser l'économie et la production? Quelle démocratie voulons-nous faire vivre? Comment vaincre toutes les discriminations? Autant de questions auxquelles membres du NPA et invités tenteront d'apporter des éléments de

réponses. Se tourner vers l'avenir n'empêchera pas d'aborder la situation présente, de se tourner vers le passé et bien entendu de se former. Tous les goûts, tous les savoirs devraient trouver satisfaction dans un programme (plus de 72 séances en journée) concocté par l'ensemble des commissions nationales du parti. Formations sur l'histoire du monde ouvrier, projections de films, cycle international avec des invités, culture... La société Louise-Michel sera également présente avec de nombreux invités. Et puis entre les débats, il y a toujours le soleil, le sable et la mer. Des soirées sous les étoiles entre la discothèque, le bar et la plage pour prolonger les discussions. L'université d'été est donc le bon moyen pour finir l'été en beauté la tête déjà tournée vers la rentrée. Dépêchez-vous donc, inscrivez-vous sans plus attendre!

## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA  
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE du NPA  
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER :

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,  
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION  
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR  
93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'ÉMETTEUR :  
**554755**

#### Titulaire du compte

**NOM :** .....

**PRENOM :** .....

**ADRESSE :** .....

**CODE POSTAL :** .....

**VILLE :** .....

**MAIL :** .....

#### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT      CODE GUICHET  
| | | | |      | | | | |

N° DE COMPTE  
| | | | | | | | | | | | | | |

CLÉ RIB | | | |

**DATE :** .....

**SIGNATURE :** .....

#### Etablissement teneur du compte

**BANQUE :** .....

**ADRESSE :** .....

**CODE POSTAL :** .....

**VILLE :** .....

**Abonnements par chèque** à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)  
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

**FRANCE ET DOM-TOM**  
L'hebdo      6 mois      1 an  
**28 euros    56 euros**

L'hebdo + le mensuel      6 mois      1 an  
**50 euros    100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo      6 mois      1 an  
**20 euros    40 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel      6 mois      1 an  
**38 euros    76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle      6 mois      1 an  
**22 euros    44 euros**

**ÉTRANGER**  
L'hebdo      6 mois      1 an  
**45 euros    90 euros**

L'hebdo + le mensuel      6 mois      1 an  
**65 euros    130 euros**



## LES ANTIFASCISTES DE LYON ÉTAIENT EN NOMBRE

Un succès ! C'est le sentiment général après la manifestation unitaire qui a réuni, samedi 10 avril, 2 500 personnes à Lyon contre l'extrême droite et la haine. Cette manifestation faisait suite à des provocations de l'extrême droite lyonnaise : harcèlement auprès de deux bibliothèques municipales pour interdire une exposition autour des sans-papiers, manifestation contre le droit à l'avortement, attaque violente contre un rassemblement organisé contre la venue de Besson et son débat de la honte, occupation islamophobe d'un Quick hallal, agression violente de militants syndicaux à la sortie d'un bar. Quelques provocateurs étaient d'ailleurs présents samedi, mais face aux CRS et à l'efficacité du service d'ordre, ils n'ont n'ont pu que nous narguer de loin.

Pour contrer cette haine, le « collectif vigilance 69 » s'est mis en place à Lyon. Il regroupe un grand nombre de partis politiques (des MJS au NPA, sans oublier la Coordination des groupes anarchistes), d'organisations syndicales (de la CGT à SUD) et d'associations (Attac, FCPE, RESF et d'autres). Il organise une veille citoyenne autour de la montée de l'extrême droite, dont Lyon est un des terrains fertiles. Les organisateurs peuvent d'autant plus se féliciter de cette réussite, que de nombreux sympathisants, non affiliés au collectif appelant à la manifestation, étaient présents. Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartiers pour les fachos ! No pasarán !



Samedi 10 avril, à Lyon, manifestation à l'appel du « collectif vigilance 69 » contre l'extrême droite. (HOMOPOLITICUS69)

### LE CHIFFRE

# 456

*C'est, en euros, le montant mensuel d'une « allocation temporaire de crise », négociée entre le gouvernement et les gestionnaires de l'Unedic, que toucheraient quelques chômeurs en fin de droits pour une durée limitée à six mois. Alors qu'un million de chômeurs ne percevront plus d'indemnité chômage cette année et que 360 000 d'entre eux ne bénéficieront plus d'aucun revenu. La crise capitaliste n'est malheureusement pas temporaire et cette aumône est une provocation. Avec les organisations de chômeurs, exigeons la prolongation des droits des chômeurs arrivés en fin de droits.*

**HAÏTI, LES EXPULSIONS CONTINUENT.** Le 10 avril, la diaspora haïtienne s'est retrouvée sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris, trois mois après le terrible tremblement de terre. Avec les 300 manifestants étaient aussi présents, entre autres, des militants de la LDH, du RESF, du Mrap, des Verts et du NPA. Les belles promesses des autorités françaises, en particulier du sinistre Eric Besson, se sont envolées. On ne compte plus les expulsions. Ainsi, celle d'une jeune Haïtienne de quinze ans, sans aucune famille en Haïti, expulsée de Guadeloupe. À Bordeaux, un étudiant haïtien, Valéry Misalier, vit dans la terreur d'être expulsé, depuis qu'il a reçu une obligation de quitter le territoire de la préfecture de Gironde alors que sa famille en Haïti vit sous la tente, leur maison étant détruite, et déplore des morts. Les regroupements familiaux en France ne sont pas non plus accordés par les préfectures malgré les assurances de l'Élysée. La première solidarité avec Haïti, c'est de faire cesser ces scandales.

**POLOGNE, MORT D'UN RÉAC.** Avec le décès de Lech Kaczynski, président de la Pologne et créateur du parti conservateur Droit et justice, le bal des hommages médiatiques a débuté mais nul mot sur les convictions homophobes, anti-avortement et pour la peine de mort de ce chef d'État. Il était le chef d'orchestre d'un gouvernement homophobe et réactionnaire sous lequel on a pu voir une proposition de loi interdisant toute information sur l'homosexualité allant jusqu'à vouloir mettre les enseignants gay à la porte, ainsi que l'annonce d'un office gouvernemental appelant les psy à étudier si les Télétubbies pouvaient initier les enfants à l'homosexualité à cause du sac à main porté par un des personnages.

**GRÈVE RÉUSSIE À LA SNCF.** L'appel de CGT-Cheminots et Sud-Rail à faire grève, à partir du 6 avril, a été bien suivi. Les raisons de cette grève ne manquent pas : suppressions massives d'emplois (22 000 depuis 2002), blocage des salaires, réorganisations incessantes entraînant une dégradation sans précédent des conditions de travail. La mobilisation est particulièrement forte chez les roulants (conducteurs, contrôleurs) et les agents du fret, ces derniers étant lourdement touchés par les restructurations. Dans bon nombre de régions, les autres services (guichetiers, agents des voies, etc.) se sont joints à l'action, notamment le 8 avril. Dans des conditions de préparation difficiles (rivalités syndicales, préavis différents selon les régions, les catégories, etc.), la participation parfois majoritaire des cheminots, c'est le cas dans plusieurs établissements roulants, démontre leur détermination à se battre.

**MOHAMMED ALLOUCHE VA REVENIR.** Le Conseil d'État vient d'infliger un camouflet à Sarkozy et Besson en émettant un « doute sérieux » sur le bien-fondé du motif de mariage blanc utilisé pour expulser Mohammed Allouche en Tunisie, en mai 2009. Il enjoint l'administration de réexaminer sa demande de visa pour revenir en France. Mohammed va donc pouvoir revenir. Immense victoire et joie pour sa femme Nadia, son fils et pour tous ses soutiens qui se sont mobilisés sans relâche depuis onze mois. Avec RESF, chaque vendredi, un rassemblement a eu lieu devant la mairie de Montrouge (Hauts-de-Seine), une délégation s'est même rendue à l'Élysée. Sarkozy et Besson se sont acharnés à essayer de briser une vie de famille, en expulsant Mohammed et en plongeant sa femme sourde-muette et son fils dans les pires difficultés morales et financières. Ils ont perdu. Grâce à la mobilisation, cette cause juste a fini par gagner.

**HOMOPHOBIE D'ÉTAT.** Le 12 avril, le cardinal Berton, secrétaire d'État du Vatican, a déclaré « De nombreux psychiatres et psychologues ont démontré qu'il n'existe pas de relation entre le célibat et la pédophilie, mais beaucoup d'autres [...] ont démontré qu'il existait un lien entre l'homosexualité et la pédophilie ». Empêtrée dans les scandales pédophiles, la hiérarchie du Vatican tente de fuir ses propres responsabilités en rejetant sur les homosexuels ses propres crimes. L'ironie vient du fait que cette Église tente de s'ériger en autorité morale après avoir couvert de multiples scandales. En voulant jeter l'opprobre sur les homosexuels et jouant de l'amalgame d'extrême droite « homosexualité = pédophilie », le Vatican confirme son rôle d'ennemi de l'émancipation des personnes LGBTI en ne concevant l'amour que dans le couple homme/femme et en désignant les homosexuels comme un « problème ».



# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## “ NO COMMENT ”

*Le bouclier fiscal autant que le RSA symbolisent la réhabilitation de la valeur travail.*

FRÉDÉRIC LEFEBVRE, PORTE-PAROLE DE L'UMP, CHAT DU FIGARO, LE 13 AVRIL.

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Mail :** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 8 000 exemplaires

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :** François Coustal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr